



N°1254
23 février
au 07 mars 2024



Focus

Comment financer des projets favorables à la santé ? Guide à l'usage des collectivités territoriales 2024

Institut national du cancer, 2024, 45 p.

<https://www.e-cancer.fr/Expertises-et-publications/Catalogue-des-publications/Comment-financer->

Ce guide interactif est mis à disposition des collectivités qui souhaitent favoriser le développement d'environnements et de comportements individuels favorables à la santé. Il recense de façon non exhaustive les sources de financements disponibles pour développer ces actions favorables à la santé.

Changement climatique : l'indispensable adaptation des collectivités / ROY Florentin, 21/02/2024

<https://youmatter.world/fr/changement-climatique-indispensable-adaptation-collectivites/>

Enjeux. En première ligne face au changement climatique, les collectivités territoriales ont aussi un rôle indispensable pour adapter le territoire à ses effets. Mais la tâche est grande pour ces dernières, puisqu'elles doivent se projeter dans un futur assez incertain tout en assumant des investissements lourds, humains comme financiers.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Le droit de l'éducation et le harcèlement dans le cadre scolaire / TAILLEFAIT Antony

Actualité Juridique. Droit Administratif, 04/03/2024, n° 8/2024, p. 428-434

Le harcèlement scolaire est l'objet de toutes les attentions des gouvernements ces dernières années. Pour autant, le sujet n'est pas nouveau et n'était pas ignoré par le droit auparavant. La lutte contre ce phénomène passe de longue date par l'action disciplinaire contre les harceleurs mais aussi, de plus en plus souvent, par des sanctions pénales à leur encontre. L'éducation nationale travaille également sur des dispositifs de prévention dont la mauvaise application pourrait mettre en cause sa responsabilité.



Un panel d'actions déployé au collège contre le sexisme

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 41

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41452264/un-panel-d-actions-deployees-au-college>

Le dispositif porté par le département de Seine-Saint-Denis vise à faire des élèves des acteurs de la lutte contre les inégalités et les stéréotypes.



L'école dehors porte ses fruits grâce à l'intervention d'animateurs "nature"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 40-41

<https://www.lagazettedescommunes.com/914269/lecole-dehors-porte-ses-ruits-grace-a-lintervention>

Des études scientifiques démontrent les bienfaits de l'école dehors pour le bien-être physique et mental des enfants : réduction du stress, amélioration de la concentration. . .

À Mulhouse, 83 % des écoles sont classées en réseau d'éducation prioritaire. Les difficultés scolaires sont d'autant plus nombreuses après la pandémie.

Des animateurs "nature" accompagnent des enseignants et leurs élèves une journée toutes les deux semaines pour faire classe dehors.

Grande cause nationale 2024 : Lier sport et santé publique

Maires de France, 02/2024, n° 420, p. 14

Le sport et l'activité physique sont à l'honneur cette année. Les communes et intercommunalités ont des leviers pour s'inscrire dans la dynamique.

Aménagement et développement des territoires



Un pilotage transversal pour la politique de la ville

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 43

<https://www.lagazettedescommunes.com/915573/un-pilotage-transversal-pour-la-politique->

La ville de Vitry-le-François dans la Marne teste la gouvernance unique de cinq dispositifs – santé, éducation . . . – liés à la politique de la ville.

Les trottinettes électriques remises sur la bonne voie

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 38-40

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41452260/les-trottinettes-electriques-remises-sur-la>

Ludique et attractif, l'usage des trottinettes électriques personnelles et en libre-service progresse dans l'espace public même si sa part modale reste faible.

Les utilisateurs sont souvent jeunes, résident en centre-ville et ont un abonnement de transport en commun. Les femmes s'en servent facilement la nuit.

Pour une pratique apaisée dans l'espace public, les collectivités imposent des règles aux opérateurs de trottinettes en libre-service et favorisent de bonnes pratiques.

[Retour sommaire](#)

Erosion, submersion : comment le littoral s'adapte à une double menace [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 30-35

<https://www.lagazettedescommunes.com/916588/>

Les scientifiques prévoient une montée du niveau de la mer. L'enjeu est considérable, des habitants devront peut-être être déplacés. Un énorme bouleversement et un casse-tête pour les communes, qui doivent anticiper ces changements.

A la suite de la loi « climat et résilience », les communes soumises à l'érosion côtière peuvent s'inscrire sur une liste validée par décret et bénéficier d'un accompagnement de l'Etat. Objectif : déployer un modèle d'aménagement durable.

La relocalisation des biens suscite de vives polémiques, surtout quand il s'agit de déplacer les maisons de particuliers. Ils préfèrent souvent demander de renforcer les défenses à la mer. Ces ouvrages peuvent aussi constituer une phase transitoire.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41452246/relocalisations-renaturation-le-front-de->



Les bus gratuits et le réseau amélioré séduisent les usagers

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 39

<https://www.lagazettedescommunes.com/914464/les-bus-gratuits-et-le-reseau-ameliore-seduisent>

Grâce à la gratuité financée par la hausse du versement mobilité, la fréquentation des transports en commun a explosé à Bourges et dans sa communauté d'agglomération.

Entretien avec Isabelle Rey-Lefèbre : "créer du logement non spéculatif prend du temps"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 20-21

Isabelle Rey-Lefèbre, journaliste spécialisée dans les questions du logement au "Monde" depuis plus de vingt ans démontre dans son dernier ouvrage par quel enchaînement d'événement et de politiques le logement est devenu un produit d'investissement, inaccessible à une partie des habitants.

Atlas des labs, panorama des laboratoires d'innovation publique / Direction Interministérielle de la Transformation Publique, 22/02/2024

<https://www.modernisation.gouv.fr/publications/atlas-des-labs-panorama-des-laboratoires-dinnovation->

La Direction interministérielle de la transformation publique a publié l'édition 2024 de "l'Atlas des laboratoires d'innovation publique". Ce document présente l'ensemble des laboratoires d'innovation publique présents dans toute la France, au sein des ministères, des préfectures de régions, de collectivités territoriales, d'hôpitaux ou encore d'opérateurs. 20 nouveaux laboratoires ont été référencés, portant à plus de 100 le nombre de labs membres du réseau animé par la DITP.

Comment créer une dynamique de développement dans une commune rurale ? (replay du 6 février 2024), 21/02/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/comment-creer-une-dynamique-de-developpement-dans-une->

Alors que le programme Petites Villes de Demain consacre le rôle structurant des bourgs-centres à l'échelle de bassins de vie, des petites communes rurales initient avec succès des démarches de développement, à partir d'une volonté politique affirmée et d'un fort investissement sur le cadre de vie et l'écologie.

Quels sont les ressorts de ces dynamiques de développement ? Quelles sont les conditions de leur efficacité ? Quels sont les leviers ou les points d'attention principaux ? Comment trouver des moyens et mobiliser les partenaires ? Comment associer les habitants et comment expliquer la démarche ?

Le projet partenarial d'aménagement : vers une reconfiguration des rapports entre État et collectivités locales ?

Metropolitiques.eu, 15/02/2024

<https://metropolitiques.eu/Le-projet-partenarial-d-amenagement-vers-une-reconfiguration->

La répartition des compétences en matière d'aménagement entre l'Etat et les collectivités peut s'avérer préjudiciable aux projets. En regard, le Projet partenarial d'aménagement traduit une volonté de coopération. François Déalle-Facquez et Matilin Le Meur interrogent ses apports à l'aune du cas de Marseille.

[↩ Retour sommaire](#)

Reprendre en main logement et foncier dans les métropoles : retour sur une expérience rennaise

Metropolitiques.eu, 01/02/2024

<https://metropolitiques.eu/Reprendre-en-main-logement-et-foncier-dans-les-metropoles-retour-sur->

De nombreuses métropoles cherchent à résoudre la difficile équation entre production de logement et transition écologique. Jonathan Morice esquisse quelques pistes à partir de la situation rennaise, à l'heure où le gouvernement propose que les intercommunalités soient « autorités organisatrices de l'habitat ».

Evaluer l'impact des Projets Alimentaire Territoriaux (PAT) sur les territoires

Ademe.fr, 02/2024

<https://bibliothèque.ademe.fr/produire-autrement/6841-evaluer-l-impact-des-projets-alimentaire-territoriaux->

Un Projet Alimentaire territorial (PAT) permet-il de faire bouger les lignes du système alimentaire d'un territoire ? En quoi consiste l'évaluation d'un PAT, L'auto-évaluation des PAT est-elle réalisable avec les méthodes existantes ?

Etant donné le développement des Projets Alimentaires Territoriaux (plus de 420 aujourd'hui en France), il paraît essentiel de pouvoir évaluer leurs effets sur la transformation des systèmes alimentaires et agricoles.

A cette fin, l'Ademe propose deux fiches :

- l'une visant à partager des exemples d'actions et projets inspirants pour nourrir son PAT
- l'autre permettant d'identifier les méthodes et expériences inspirantes pour évaluer un PAT



Le plan anti-embouteillage de Lille fait ses preuves

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 38-39

La métropole européenne de Lille a lancé en septembre 2023 et pour neuf mois un plan anti-embouteillage récompensant ceux qui réduisent leur usage quotidien de la voiture.

Bilan à mi-parcours.

Vers le développement de RER métropolitains

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 50-51

La loi sur les services express régionaux métropolitains fixe les conditions pour recevoir le label permettant de bénéficier d'un financement de l'État.

Le défi de la mesure des nouvelles mobilités

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 30-32

Les modes doux se développent à grande vitesse. Il est nécessaire de mesurer le trafic pour adapter la voirie. Le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) évalue ces dispositifs de comptage.

Culture

Bibliothèques aux trésors

Livres hebdo, 03/2024, n° 40, p. 58-61

<https://www.livreshebdo.fr/article/quand-les-bibliotheques-sont-aussi-musees>

De nombreuses bibliothèques recèlent des trésors que les conservateurs tâchent de montrer tout en les préservant, intégrant ainsi une vocation muséale qui soulève de nombreuses questions. Un colloque organisé à la BNF et à l'École des Chartes du 18 au 20 octobre s'est penché sur le sujet.

Le flou artistique de l'obligation du 1% décoration des bâtiments publics et comment en sortir

lettreducadre.fr, 27/02/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-flou-artistique-de-l-obligation-du-1-decoration-des-batiments->

Les collectivités ont, depuis 1983, l'obligation d'intégrer dans les ouvrages qu'elles construisent, des réalisations artistiques à hauteur de 1 % du coût des travaux. Mais aujourd'hui encore, le périmètre de cette obligation reste grandement inconnu comme celui de la sanction pour son non-respect.

[↩ Retour sommaire](#)

Les coûts de fonctionnement des bibliothèques municipales, 02/2024, n° 23, 28 p.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/Etudes%20et%20statistiques/OFGL/2024>

Premier équipement culturel de proximité, les bibliothèques et médiathèques sont en très grande partie gérées par le bloc communal, notamment à près de 80 % par les communes. L'OFGL se penche, dans cette publication, sur le coût de fonctionnement de ces équipements municipaux de lecture publique.

À partir des données des comptes de gestion de la DGFIP, ainsi que de données extra-financières de l'Observatoire de la lecture publique du ministère de la Culture, l'analyse estime une charge de fonctionnement totale pour le bloc puis détaille la structure de ces coûts de fonctionnement. Cinq indicateurs, complémentaires les uns des autres, sont proposés pour fournir un référentiel de coûts très complet : par m², par habitant, par inscrit, par passage, et par document emprunté. Tous illustrent une grande diversité des coûts, reflet de la diversité des équipements et services proposés.

Enfin, un focus plus particulier est fait sur les recettes tarifaires, ainsi que sur les spécificités de coûts d'un échantillon d'intercommunalités rurales.

Guide « Décarbonons la bibliothèque » / Médiathèque de la Canopée La Fontaine, Ville de Paris, 2024, 28 p.

<https://bibliothequecanopee.wordpress.com/2024/01/18/guide-decarbonons-la-bibliotheque/>

Côté bibliothèques vertes, la bibliothèque de la Canopée (Ville de Paris) sort son guide "Décarbonons la bibliothèque", un outil de partage de bonnes pratiques pour une bibliothèque éco-responsable.

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Jean-Pierre Jouyet : « On ne peut pas supprimer de strates du millefeuille territorial »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 20-21

<https://www.lagazettedescommunes.com/915950/on-ne-peut-pas-supprimer-de-strates-du-millefeuille/>

Technocratie paralysante, mise sous tutelle des collectivités, inflation normative. . . Dans son livre « Est-ce bien nécessaire, monsieur le ministre ? », Jean-Pierre Jouyet raconte avec une grande franchise le rôle « néfaste » de la bureaucratie. Il est désormais convaincu du bien-fondé d'un virage décentralisateur.

Marchés de travaux et maîtrise d'oeuvre : le système des décomptes généraux

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 52-54

<https://www.lagazettedescommunes.com/915520/marches-publics-tout-savoir-sur-le-systeme->

Une série d'étapes doit être respectée pour arriver à un décompte général définitif d'un marché de travaux. Décryptage des règles d'établissement des décomptes généraux.

Créer ou agrandir un cimetière

Fiches pratiques techniques, 03/2024, n° 07/113

Malgré les reprises de concessions funéraires, il est nécessaire de créer ou d'agrandir un cimetière. Que ce soit pour la création ou l'agrandissement, la procédure est la même. Si elle n'est pas très compliquée, elle doit être menée avec précaution et il est essentiel d'avoir anticipé. Ce serait dommage de recommencer dix ans plus tard car on avait vu trop petit.

Légifrance : des nouveaux liens pour élargir l'accès au droit

Service-public.fr, 28/02/2024

<https://entreprendre.service-public.fr/actualites/A17179>

Légifrance, le site officiel du droit français, vient de déployer une nouvelle version. Les dernières évolutions permettent de faciliter la recherche des usagers dans les différents textes réglementaires et de compléter leurs connaissances grâce à de nouveaux liens placés au sein des textes.

[Retour sommaire](#)

Représentation des communes au sein des intercos et parité

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/914666/representation-des-communes-au-sein-des-intercos>

Les communes de plus de 1 000 habitants doivent répondre à un objectif de parité au sein de leurs instances locales depuis la loi du 17 mai 2013. En 2022, 2,8 % des conseillers municipaux ont démissionné de leurs fonctions. La loi du 26 juin 2023 entend apporter des solutions à la vacance des sièges. Dans cette analyse, Margaux Davrainville et Sophia Faddaoui, avocates au cabinet Seban et associés, rappellent les règles à connaître.

La mise à disposition des données d'adressage

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 51

<https://www.lagazettedescommunes.com/914346/la-mise-a-disposition-des-donnees-dadressage/>

Un décret du 11 août 2023 relatif à la mise à disposition par les communes des données relatives à la dénomination des voies et à la numérotation des maisons et autres constructions fixe les modalités de mise à disposition par les communes des données d'adressage sur leur territoire. Ces dernières doivent désormais fournir les données concernant la dénomination des voies et la numérotation des maisons.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047964530>

Les crédits budgétaires alloués au marché : A propos de la définition des offres inacceptables en droit des marchés publics / ALHAMA Frédéric

Actualité Juridique. Droit Administratif, 26/02/2024, n° 7, p. 365-377

En droit des marchés publics, les offres inacceptables se définissent comme étant celles dont le prix excède le montant des crédits budgétaires alloués au marché. La caractérisation de ces offres peut fréquemment donner lieu à hésitation, la jurisprudence étant entachée de nombreuses zones d'ombre et contradictions quant à la façon dont peut ou doit se déterminer ledit montant. Une clarification du droit positif est nécessaire, compte tenu de l'importance des conséquences attachées à la détection d'une offre inacceptable.

Commande publique : le poids des normes, contraignant mais nécessaire ?

Lagazettedescommunes.com, 09/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/912836/commande-publique-le-poids-des-normes->

La complexité des normes qui s'appliquent aux collectivités territoriales est remise en question depuis plusieurs années par le Conseil national d'évaluation des normes et par le Sénat. Mais qu'en est-il du droit spécifique de la commande publique ? Faudrait-il le simplifier ? Les acheteurs sont partagés.

Base adresse communale : les étapes clés pour l'établir

Maires de France, 02/2024, n° 420, p. 42-43

Grâce aux outils mis en place par l'Etat, l'adressage est à la portée de toutes les communes. Nos conseils pour se mettre en conformité avec la loi.

Emploi/Formation



Une (fausse) entreprise pour retrouver un (vrai) emploi

Info formation (L'), 01/03/2024, n° 1071, p. 28-29

A Tours, l'entreprise d'entraînement pédagogique (EEP) Garden Cie immerge des stagiaires dans la vie d'une entreprise pendant un parcours de deux mois. Cette action de formation en situation de travail vise à permettre à des personnes éloignées de l'emploi de découvrir un nouvel environnement professionnel. Pour créer des vocations.

[🔗 Retour sommaire](#)

Ludicisation ou Ludification, comment différencier ces 2 méthodes ludopédagogiques ?, 10/02/2024

<https://consultant-formateur-independant.org/actualites-nationales/veille/2024/02/10/ludicisation->

Dans le monde de la formation, l'engagement et la motivation des apprenants sont cruciaux pour une expérience d'apprentissage réussie et mémorable. Face à l'évolution constante des besoins et des préférences des apprenants, les formateurs et les concepteurs pédagogiques cherchent constamment des moyens innovants pour capter l'intérêt et faciliter l'acquisition des connaissances.

Deux approches particulièrement prometteuses dans ce domaine sont la ludicisation et la ludification. Ces méthodes ludopédagogiques intègrent des éléments de jeu dans l'environnement d'apprentissage, mais le font de manière distincte, chacune offrant une perspective unique sur la manière de rendre l'apprentissage à la fois plaisant et efficace. En examinant de plus près ces approches, nous pouvons découvrir comment elles peuvent transformer l'éducation, en rendant l'apprentissage non seulement plus engageant mais aussi plus significatif pour les apprenants de tous âges.

Répondre aux besoins en compétences à l'heure de la transition écologique : représentations et réalités ; / Centre D'Etudes et de Recherches sur les Qualifications, SULZER Emmanuel Céreq Etudes, 02/2024, n° 54, 329 p.

<https://www.cereq.fr/besoins-en-competences-transition-ecologique>

Cette recherche constitue une réponse à l'appel à projets « La formation des personnes en recherche d'emploi » lancé par le comité scientifique de l'évaluation du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC). L'hypothèse initiale était que l'accent mis aujourd'hui au niveau sociétal sur l'importance de la transition écologique est susceptible de faire naître de nouveaux besoins en compétences, et ce au-delà du champ déjà bien documenté des seules éco-activités. Développant un questionnement en termes de transformation du travail, la recherche a mobilisé la notion d'écologisation entendue comme le processus de prise en compte des aspects de protection de l'environnement par les organisations et notamment dans les pratiques professionnelles et ses impacts sur l'évolution des métiers.

La formation professionnelle, un levier d'innovation publique ? [Dossier]

Horizons publics, 01/2024, n° Hors-série, p. 6-59

Extrait : <https://www.horizonpublics.fr/sites/horizonpublics/files/2024-02/HS%20HIVER>

Au sommaire :

- Entretien avec Jürgen Siebel : " toute politique industrielle et d'innovation doit s'accompagner de politiques de compétences ciblées"
- Expérimentation dans la formation : le temps long est nécessaire - Entretien croisé avec Béatrice Delay et Anne-Lise Ulmann
- Trente ans d'innovations en formation pour adulte, par Catherine Mougin
- La méthode des Hauts-de-France pour évaluer l'innovation en formation, par Emmanuelle Besançon
- La formation professionnelle : évaluer pour améliorer l'action publique, par Élise Crovella et Nicolas Farvaque
- Focus sur deux projets dans les Hauts-de-France pour repenser la pédagogie, par Nicolas Vispi et Quentin Despretz
- Les projets de transformation, un moyen pour apprendre ? par Manon Keush-Bessard
- Formation professionnelle : inventer de nouveaux usages pédagogiques avec l'IA, par Raphaël Grasset, Catherine Mougin et Ioan Roxin

[Retour sommaire](#)

Finances publiques/Gestion locale

Le contrôle de gestion externe, une démarche indispensable pour piloter ses politiques publiques

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 04/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/911581/le-controle-de-gestion-externe-une-demarche->

Syndicats de déchets, associations sportives, sociétés publiques d'aménagement, missions locales. . . Les satellites contribuent largement aux services publics locaux. Pourtant, peu de collectivités investissent le pilotage et le contrôle de ces acteurs, se privant d'une vision d'ensemble de l'action publique. Tour d'horizon des enjeux et des bonnes pratiques.

Digitalisation des finances : la DGFIP ouvre le chantier de l'intelligence artificielle (3)

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 29/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/915925/digitalisation-des-finances-la-dgfip-ouvre-le-chantier->

La DGFIP poursuit sa stratégie pour un parcours usager totalement dématérialisé s'appuyant sur des échanges renforcés avec les collectivités. Sébastien Rabineau, chef de la mission donnée et numérisation des échanges (DNE) au service des gestions publiques locales, des activités bancaires et économiques (GPLABE) de la DGFIP, liste les axes des réformes en cours. Troisième et dernier volet d'une enquête sur la digitalisation des finances dans les collectivités.

L'eau va coûter plus cher... mais qui va payer ?

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/914507/leau-va-couter-plus-cher-mais-qui-va-payer>

C'est connu, le prix actuel de l'eau est trop bas pour répondre aux besoins croissants. Un sujet d'autant plus sensible que la charge financière de cette politique aux vastes enjeux pèse toujours sur les mêmes, les particuliers.

Responsabilité financière des agents : bilan et perspectives

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 48-50

<https://www.lagazettedescommunes.com/914471/responsabilite-financiere-des-agents-bilan->

Entrée en vigueur le 1er janvier 2023, la réforme de la responsabilité financière des gestionnaires publics connaît ses premières applications jurisprudentielles.

En parallèle des condamnations d'agents, la cour a été confrontée à la question de savoir si l'engagement de la réforme de la responsabilité financière s'applique aux élus.

La possibilité, pour les agents, de se retourner vers l'administration pour ne pas avoir à supporter une éventuelle condamnation financière est strictement limitée.

Les 10 milliards d'euros d'économies passés au peigne fin, les élus locaux préoccupés

Lagazettedescommunes.com, 22/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/914751/les-10-milliards-deuros-deconomie-passes>

Le décret publié le 22 février donne le détail des 10 milliards d'économies annoncées mi-février par le ministre de l'Économie et des finances, dont plusieurs frappent les collectivités territoriales. Les associations d'élus réclament un entretien avec l'exécutif.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049180270>

Digitalisation des finances : passer de la caisse enregistreuse à la direction décisionnelle (2)

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 20/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/914494/digitalisation-des-finances-passer-de-la-caisse->

Aux agents qui ne travaillent plus de la même façon, aux directions des finances qui se placent au cœur du processus de digitalisation, s'ajoutent de nouvelles perspectives attendues avec l'intelligence artificielle. Deuxième volet d'une enquête en trois parties.

[☞ Retour sommaire](#)

Digitalisation des collectivités : les directions des finances en première ligne (1)

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 13/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/913111/digitalisation-des-collectivites-les-directions->

Bien avancées en matière de dématérialisation, les directions des finances sont au cœur des projets transversaux de gestion des données : s'appuyant sur un gisement phénoménal d'informations, elles enrichissent leurs projections budgétaires et s'attachent à financiariser la performance. Premier volet d'une enquête en trois parties.

<https://www.lapostegroupe.com/fr/actualite/note-de-conjoncture-data-ia-et-cybersecurite-2023>

Les financements des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales : Vers un principe "qui décide paie" ? [Dossier]

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 02/2024, n° 2, p. 73-94

Au sommaire :

- Qu'est-ce qu'un transfert de compétences aux collectivités territoriales ? par Michel Degoffe
- Les compétences transférées aux collectivités territoriales - 40 ans de décentralisation matérielle et fonctionnelle par Virginie Donier
- Transferts de compétences aux collectivités territoriales - Cadre budgétaire et financier et difficultés consubstantielles par Aurélien Baudu et Xavier Cabannes
- Transferts de compétences aux collectivités territoriales - Contrôle comptable des charges transférées par Louis Bahougue et Nathalie Gervais
- Garantir la compensation financière des transferts de compétences aux collectivités territoriales dans le temps - Quelle constitutionnalité ? par Arnaud Haquet
- Synthèse des travaux par Bertrand Faure

La Meuse fabrique son budget vert en interne

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 34-35

Pour agir sur le climat et aussi la biodiversité, le département de la Meuse a fait le choix du budget vert. Un outil simple à comprendre pour voir ses dépenses passer du rouge au vert – la couleur d'une faible empreinte carbone.

Les coûts de fonctionnement des bibliothèques municipales, 02/2024, n° 23, 28 p.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/Etudes%20et%20statistiques/OFGL/2024>

Premier équipement culturel de proximité, les bibliothèques et médiathèques sont en très grande partie gérées par le bloc communal, notamment à près de 80 % par les communes. L'OFGL se penche, dans cette publication, sur le coût de fonctionnement de ces équipements municipaux de lecture publique.

À partir des données des comptes de gestion de la DGFIP, ainsi que de données extra-financières de l'Observatoire de la lecture publique du ministère de la Culture, l'analyse estime une charge de fonctionnement totale pour le bloc puis détaille la structure de ces coûts de fonctionnement. Cinq indicateurs, complémentaires les uns des autres, sont proposés pour fournir un référentiel de coûts très complet : par m², par habitant, par inscrit, par passage, et par document emprunté. Tous illustrent une grande diversité des coûts, reflet de la diversité des équipements et services proposés.

Enfin, un focus plus particulier est fait sur les recettes tarifaires, ainsi que sur les spécificités de coûts d'un échantillon d'intercommunalités rurales.

Fonction publique/Statut

Le cadre d'emplois des sous-officiers de SPP [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41452238/le-cadre-d-emplois-des-sous-officiers-de-spp>

Relevant de la catégorie C, le cadre d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels (SPP) non-officiers comprend deux grades : sergent et adjudant.

Après inscription sur une liste d'aptitude, le recrutement au grade de sergent de SPP peut intervenir. Cette liste est établie après un concours interne ou au titre de la promotion interne.

Les sergents et adjudants reçoivent l'appellation de sergent-chef et adjudant-chef après trois ans de service effectif dans leur grade.

[↩ Retour sommaire](#)

Le CSFPT appelle les collectivités à accélérer la mise en place du document unique d'évaluation des risques professionnels

Maire-info.com, 01/03/2024

<https://www.maire-info.com/fonction-publique/le-csfpt-appelle-les-collectivites-accelerer->

Dans un rapport adopté à l'unanimité le 28 février 2024, l'instance en charge du dialogue social déplore qu'une majorité de collectivités n'ait toujours pas élaboré un dispositif pourtant obligatoire. Le Conseil sup' alerte sur les risques encourus par les employeurs et avance des propositions pour généraliser le DUERP.

<https://www.csfpt.org/rapports-publications/rapport-document-unique-devaluation-des-risques>

Financement : un tremplin en faveur de l'égalité femmes-hommes

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 22-24

<https://www.lagazettedescommunes.com/914822/un-tremplin-en-faveur-de-legalite-femmes-hommes>

Le fonds en faveur de l'égalité professionnelle (FEP) permet de cofinancer des projets de prévention et de lutte contre les inégalités liées au genre. Pour les collectivités lauréates, le bénéfice est plus que pécuniaire.

L'action sociale dans la territoriale (Dix questions)

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41419498/l-action-sociale-dans-la-territoriale>

Les prestations versées aux agents au titre de l'action sociale peuvent être individuelles ou collectives (titres-vacances, arbres de Noël, prêts. . .).

Les prestations d'action sociale se trouvent dans la liste des dépenses obligatoires des collectivités territoriales figurant dans le code général des collectivités territoriales.

L'ouverture d'une négociation locale sur l'action sociale est obligatoire dans les conditions qu'elle fixe, si des agents changent d'employeur.

Comment lutter contre les incivilités envers les agents de la fonction publique ? 12/02/2024

<https://theconversation.com/comment-lutter-contre-les-incivilités-envers-les-agents-de-la-fonction->

Le constat est sans appel. De plus en plus d'agents de la fonction publique subissent la violence, l'agressivité et l'incivilité des usagers. Les exemples ne manquent pas : à Nîmes (Gard), une hausse de 400 % des agressions d'agents municipaux a été enregistrée en 2021 ; en novembre 2022, dans le Pas-de-Calais, un contrôleur fiscal trouve la mort dans l'exercice de ses fonctions ; un mois plus tard, en Haute-Vienne, un contrôleur de bus se fait agresser physiquement, etc.

Certains établissements ont alors décidé d'agir en formant leurs agents tandis que certaines collectivités lancent des campagnes de sensibilisation auprès des usagers, mais ces actions restent isolées. Ainsi, un Plan national de protection des agents des trois versants de la fonction publique et des opérateurs de service public a été présenté le 18 septembre dernier par Stanislas Guerini, ministre de la Transformation et de la Fonction publique.

Information/Communication/TIC

Cybermalveillance.gouv.fr publie son état de la menace 2023 et dévoile les trois tendances fortes de l'année / Cybermalveillance.gouv.fr, 05/03/2024

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/tous-nos-contenus/actualites/rapport-activite-2023>

À l'occasion de la publication de son rapport d'activité annuel, le dispositif action contre la cybermalveillance partage son état de la menace et revient sur les tendances et les faits marquants de l'année 2023, ses nouvelles productions et les différents projets auxquels il a contribué pour sensibiliser ses publics.

Une émission maison rencontre un franc succès

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 42

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41452268/une-emission-maison-rencontre->

Créée lors du premier confinement, "Notre télé" s'est professionnalisée et suscite du lien entre la Métropole européenne de Lille et ses agents.

[↩ Retour sommaire](#)

Un guide pour accompagner l'achat numérique souverain et responsable

Lagazettedescommunes.com, 15/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/913380/un-guide-pour-accompagner-lachat-numerique>

Le Groupement des intervenants du numérique pour la défense (Ginum) a mis en ligne un guide méthodologique dédié à l'achat numérique souverain et responsable.

Management/Ressources humaines

Disponibilité, détachement . . . et plus dur est le retour

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 22-24

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41452227/disponibilite-detachement-et-plus-dur->

Valoriser les compétences qu'ils ont acquises dans d'autres structures dans le cadre de mobilités intersites, reste un enjeu pour les agents territoriaux lorsqu'ils reviennent dans la territoriale.



Un logement à la clé, et les postes deviennent attractifs

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41452231/un-logement-a-la-cle-et-les-postes>

La Plagne-Tarentaise (Savoie, 145 agents, 3900 habitants) a dopé ses recrutements en acquérant 62 appartements qu'elle propose en location.

L'IA, un obstacle de plus dans la carrière des territoriales

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 01/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/915941/ia-un-obstacle-de-plus-dans-la-carriere>

En raison de l'arrivée de l'intelligence artificielle générative, les risques d'aggravation des inégalités professionnelles femmes-hommes sont pointés du doigt. La fonction publique ne devrait pas y échapper. La territoriale entre dans une phase d'analyse et d'alerte.

Pourquoi le statut protecteur de la fonction publique territoriale ne fait plus rêver les jeunes

Courrierdesmaires.fr, 26/02/2024

<https://www.courrierdesmaires.fr/article/pourquoi-le-statut-protecteur-de-la-fonction-publique->

Changement d'ère : les jeunes diplômés n'ont que faire de la stabilité qu'offre un emploi dans la fonction publique. Ils veulent du temps libre, un travail qui ait du sens et une bonne rémunération. Avis aux maires employeurs. . .

Direction multisites : comment éviter le tourbillon

Actualités sociales hebdomadaires, 23/02/2024, n° 24156, p. 21-24

Diriger plusieurs établissements et services est devenu monnaie courante dans le secteur social et médico-social. Pour éviter l'excès de travail ou de stress aux managers multisites, cette organisation doit être pensée. Temps de déplacement, style de management, niveau de soutien administratif apporté par le siège, autonomie accordée aux relais de proximité. . . De nombreux ingrédients composent une bonne qualité de vie au travail dans cette configuration.

Charge mentale : comment éviter une surchauffe du cerveau ? / PERREY Stéphane

TheConversation.com, 21/02/2024

<https://theconversation.com/charge-mentale-comment-eviter-une-surchauffe-du-cerveau-222843>

En essayant d'être multitâche, nous reportons en réalité notre attention d'une tâche à l'autre rapidement, ce qui peut mener à une surcharge cognitive.

Les collectivités continuent de lutter contre un absentéisme problématique

lettreducadre.fr, 20/02/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/les-collectivites-continuent-de-lutter-contre-un-absenteisme>

Démotivation, usure professionnelle liée au vieillissement et à la pénibilité, contraintes psychologiques, les facteurs explicatifs de l'absentéisme territorial doivent inciter les collectivités à s'emparer de ce sujet afin de continuer à être attractive et à offrir un service public de qualité

[Retour sommaire](#)

Un manager doit-il tout dire à son équipe ? / CHATELAIN BERRY Gaël, 12/02/2024, 7 mn
<https://www.youtube.com/watch?v=OHjVY6im9j4>
Manager = tout dire ? La transparence et la liberté de parole au cœur du débat.

Outre-Mer

Biodiversité Outre-mer : Trois appels à projets TeMeUm ouverts jusqu'au 5 mai

Outremers360.com, 06/03/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/biodiversite-outre-mer-trois-appels-a-projets->

Dans un communiqué, l'Office français de la Biodiversité (OFB) a annoncé l'ouverture de trois appels à projets TeMeUm, jusqu'au 5 mai prochain. L'enveloppe totale s'élève à 400 000 euros.

Santé en Outre-mer : Médecins, ophtalmologues ou sages-femmes, les professionnels de santé manquent à l'appel (3/5) / DURAND Marion

Outremers360.com, 06/03/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-sante-en-outre-mer-medecins->

Médecins généralistes, infirmiers, oncologues, radiologues, sages-femmes. . . Les Outre-mer subissent une pénurie de professionnels de santé avec de fortes disparités selon les communes. Les territoires ultramarins seraient-ils devenus moins attractifs ? Tour d'horizon des raisons qui expliquent ce désamour dans le troisième volet de notre dossier consacré à la santé dans les Outre-mer.

Santé en Outre-mer. Jean-Mathieu Defour, directeur du Centre hospitalier de Mayotte : « Un hôpital ultramarin est bien plus difficile à gérer » (2/5) / DURAND Marion

Outremers360.com, 05/03/2024

<https://outremers360.com/bassin-indien-appli/dossier-sante-en-outre-mer-jean-mathieu-defour->

Alors que Mayotte a été paralysée par les blocages, le Centre hospitalier tient bon et se prépare à une nouvelle crise : l'arrivée possible d'une épidémie de choléra en provenance des Comores. Pour le deuxième épisode de notre dossier consacré à la santé dans les Outre-mer, Jean-Mathieu Defour, directeur général de l'hôpital revient sur les multiples problèmes que rencontre le système de santé mahorais et sur la difficulté d'administrer un hôpital ultramarin par rapport à un établissement de l'Hexagone.

Santé en Outre-mer : Les nouveau-nés plus vulnérables dans les territoires ultramarins (1/5) / DURAND Marion

Outremers360.com, 04/03/2024

<https://outremers360.com/bassin-atlantique-appli/dossier-sante-en-outre-mer-les-nouveau-nes>

Dans les Outre-mer, la mortalité infantile est deux fois supérieure à celle relevée dans l'Hexagone. Précarité sociale et économique des familles, absence de suivi des grossesses, prématurité des nouveau-nés, malformations cardiaques ou maladies infectieuses. . . De nombreux facteurs expliquent des taux frôlant les 9 % de décès. Premier volet de notre dossier consacré à la santé dans les Outre-mer.

Pour une rationalisation du régime de la spécialité législative outre-mer / PEYEN Loïc

Actualité Juridique. Droit Administratif, 04/03/2024, n° 8/2024, p. 419-427

Le régime législatif des collectivités ultramarines est partagé entre l'identité législative et la spécialité législative. Si les deux sont imparfaites, le régime de la spécialité législative, longtemps inchangé, pose aujourd'hui de nombreux problèmes. A l'heure où s'annonce une réforme du droit des outre-mer, la présente étude vise à identifier ces problèmes pour contribuer à la rationalisation de ce principe pour l'avenir.

[↩ Retour sommaire](#)

« Les collectivités d'outre-mer ont déjà réfléchi à l'évolution institutionnelle qu'elles souhaitent » - Pierre Egéa, avocat

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 13

<https://www.lagazettedescommunes.com/915728/les-collectivites-doutre-mer-ont-deja-reflechi-a->

L'Élysée a lancé une mission sur l'évolution institutionnelle des outre-mer. Entretien avec Pierre Egéa, professeur de droit public et avocat, qui, avec Frédéric Monlouis-Félicité, est chargé de cette mission.

Restaurer des cases traditionnelles, petits joyaux de l'architecture créole, pour répondre aux besoins de logements

Francetvinfo.fr, 01/03/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/restaurer-des-cases-traditionnelles-petits-joyaux-de-l-architecture-creole->

Modestes mais typiques, des maisons sont inoccupées depuis de nombreuses années. Le projet guadeloupéen "1000 kaz sové pou 1000 fanmi an kaz" (1000 cases sauvées pour héberger 1000 familles) veut les réhabiliter et créer de nouveaux logements. L'état de ces cases permet-il d'envisager une seconde vie à ces maisons créoles ? C'est la Une de l'hebdo Outre-mer du 1er mars 2024 diffusé sur France 24.

Chlorodécone : les députés reconnaissent la responsabilité de l'État aux Antilles

Maire-info.com, 01/03/2024

<https://www.maire-info.com/outre-mer/chlorodecone-les-deputes-reconnaissent-la-responsabilite-etat->

La dépollution des terres et l'indemnisation des victimes de ce pesticide sont prévues par le texte adopté lors de la niche parlementaire des socialistes. A cette occasion, ces derniers ont également examiné la possible extension des tarifs réglementés de vente d'électricité aux petites communes.

L'eau potable en Martinique menacée par les changements climatiques, avec des conséquences sur la santé et la biodiversité

Francetvinfo.fr, 01/03/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/l-eau-potable-en-martinique-menacee-par-les-changements->

L'Office De l'Eau en Martinique a publié une étude sur la ressource face aux changements climatiques. Le document montre les vulnérabilités de l'île et révèle que sans action, la ressource, sa qualité et sa biodiversité, pourraient être menacées, particulièrement dans le centre et le sud de l'île.

Risque climatique en outre-mer : vers une modernisation du système d'indemnisation pour l'agriculture

Maire-info.com, 29/02/2024

<https://www.maire-info.com/outre-mer/risque-climatique-en-outre-mer-vers-une-modernisation->

Une ordonnance relative à la gestion du risque en agriculture en outre-mer a été publiée ce matin au Journal officiel. Présenté hier en Conseil des ministres, le texte vise à moderniser l'actuel système d'indemnisation des pertes de récolte dans les territoires d'outre-mer qui font face à de plus en plus d'aléas climatiques.



EDF fait sa révolution énergétique en Martinique : sa centrale de Bellefontaine fonctionnera avec de l'huile de colza

Francetvinfo.fr, 26/02/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/edf-fait-sa-revolution-energetique-en-martinique->

EDF Martinique s'engage résolument dans la transition énergétique avec son projet "EDF PEI" pour la conversion de sa centrale de Bellefontaine à la biomasse liquide. Le site fonctionne aujourd'hui au fioul avec des conséquences négatives sur l'environnement. L'entreprise promet par conséquent une production électrique 100% renouvelable.

A Mayotte, le cri d'alarme des patrons

Monde (Le), 22/02/2024, n° 24615, p. 10

Les entrepreneurs en appellent au soutien de l'Etat, alors que douze barrages étaient encore en place mardi.

[Retour sommaire](#)

Nouvelle-Calédonie : 80 millions d'euros alloués pour lutter notamment contre le changement climatique

Maire-info.com, 22/02/2024

<https://www.maire-info.com/outr-mer/nouvelle-caledonie-80-millions-deuros-alloues-pour-lutter->

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et la ministre déléguée aux Outre-Mer Marie Guévenoux ont annoncé mercredi la signature de contrats de développement d'un montant de près de 80 millions d'euros, avec la province Sud de Nouvelle-Calédonie pour lutter notamment contre les effets du changement climatique qui impactent de manière croissante cet archipel du Pacifique.

Sécurité civile et publique

Caméra individuelle en police municipale : ne pas oublier le rapport annuel !

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 06/03/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/906144/camera-individuelle-en-police-municipale->

Les policiers municipaux peuvent porter des caméras individuelles, sur la base de l'article L. 241-2 du CSI. De nouvelles modalités étant nées en 2021 avec la loi Sécurité globale, un décret d'application du 2 novembre 2022 a apporté des précisions, notamment sur la rédaction obligatoire d'un rapport annuel.

Face à la crise climatique, anticiper les aléas

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 50-51

<https://www.lagazettedescommunes.com/916176/face-a-la-crise-climatique-comment-anticiper>

Le changement climatique va augmenter la fréquence, l'échelle et l'intensité de certains aléas climatiques, selon des proportions encore incertaines. Les outils de prévention des risques naturels devront être renouvelés pour anticiper l'évolution des aléas et l'avenir des secteurs les plus exposés.



Amiens : une formation en sociologie réservée aux policiers

Info formation (L'), 01/03/2024, n° 1071, p. 13-14

Depuis la rentrée 2023, l'Université de Picardie Jules Verne propose un diplôme universitaire de sociologie réservé aux policiers dans le cadre de la formation continue. Le but : repenser leur lien avec la population et leurs méthodes de travail.



De la surveillance de la voie publique à la lutte anti-incivilités

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 38

<https://www.lagazettedescommunes.com/915466/de-la-surveillance-de-la-voie-publique-a-la-lutte->

À Rennes, le 1er janvier, les agents de surveillance de la voie publique ont intégré une brigade anti-incivilités.

Quelle modernisation pour le modèle français de sécurité civile ?

Ecole nationale supérieure des officiers de sapeur-pompiers, 26/02/2024, 1h35mn

<https://pnrs.ensosp.fr/content/view/full/101533>

Un nocturne sur le thème "Nocturne : Quelle modernisation pour le modèle français de sécurité civile ?" s'est tenue à l'ENSOSP, en présence de Jean-Paul Bosland, président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France.

Retransmission de la présentation et des débats.

Surveillance dans le Morbihan, ton voisin is watching you / HALISSAT Ismaël

Libération, 24/02/2024, n° 13266, p. 12-13

<https://www.liberation.fr/societe/police-justice/dans-le-morbihan-ton-voisin-is-watching-you>

A Locmiquélic, comme dans 6000 autres villes françaises, un «protocole de participation citoyenne» sollicite des volontaires pour signaler aux forces de l'ordre toute «situation anormale». Un dispositif fascinant pour les uns, civique pour les autres.

[↩ Retour sommaire](#)

Gironde : repenser la forêt après les incendies

Maires de France, 02/2024, n° 420, p. 24-25

Les flammes ont ravagé plus de 30 000 hectares en 2022. Les acteurs locaux tentent de tirer les leçons de cette catastrophe.

Services techniques et transitions écologiques

Éviter l'autoritarisme climatique : L'adaptation plutôt que la lutte contre le dérèglement / BARATAUD Fabienne, HUSSON Laurent, MARIETTE Stéphanie

Monde diplomatique (Le), 03/2024, n° 840, p. 18

La conférence mondiale sur le climat organisée à Dubaï s'est achevée sur une timide invitation à opérer une transition « vers une sortie des combustibles fossiles » et à mettre en oeuvre des politiques d'adaptation. En France, ce concept fait l'objet de plans quinquennaux, dont la troisième mouture, reportée à l'été, accentue les ambiguïtés, et soulève les plus grandes appréhensions.

Pour les encombrants, objectif tri et réemploi !

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 36-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/915108/pour-les-encombrants-objectif-tri-et-reemploi>

En expansion, les encombrants font face, comme l'ensemble des déchets, à des enjeux de financement. Ils doivent aussi être mieux valorisés, notamment à travers le réemploi.

Jusqu'alors peu sollicités côté collecte, les éco-organismes peuvent être mis à contribution pour organiser des ramassages ciblés ou financer certains pans du service.

Ramassages à heure fixe, à domicile, en plusieurs étapes. . . les options retenues par les collectivités sont variées. La plupart cherche encore un point d'équilibre.

L'accessibilité de la voirie et des espaces publics

Ecologie.gouv.fr, 16/02/2024

<https://www.ecologie.gouv.fr/laccessibilite-voirie-et-des-espaces-publics>

Les enjeux de l'accessibilité de la voirie et des espaces publics sont primordiaux, car ils concernent non seulement le quotidien des personnes handicapées, mais également celui de l'ensemble de la population qui peut ainsi bénéficier d'une meilleure qualité d'usage. Cette qualité d'usage est primordiale pour toutes les personnes à mobilité réduite, population constituée en partie de personnes âgées, dont le nombre aura doublé à l'horizon 2050.

Optimiser la rénovation et la dépense publique [Dossier]

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p.17-22

Le contexte réglementaire tout comme l'augmentation des prix de l'énergie poussent les collectivités à se lancer dans la rénovation énergétique de leur patrimoine. Ce dossier se penche de manière approfondie sur l'exemple d'une collectivité, la communauté d'agglomération de Lens-Liévin, dans le Pas-de-Calais, qui a structuré un service mutualisé afin d'accélérer la transition énergétique du territoire. Ce service a notamment calculé que répondre aux objectifs du décret Eco énergie tertiaire à l'échelle de l'EPCI est le plus efficace en termes de dépenses publiques.

24 heures avec le « Monsieur propre » du centre de Nantes

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 62-63

La propreté des quartiers d'une métropole ne se limite pas au nettoyage de la voirie et au vidage des corbeilles. C'est ce qu'explique Éric Bouchet, responsable propreté urbaine du centre de Nantes, suivi toute une journée.

Eau potable : les résultats mitigés de la tarification progressive

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 28-29

La tarification progressive fait partie des mesures du plan Eau pour lutter contre le gaspillage de la ressource. Son bilan montre que ses effets sont limités, tant sur le plan des économies d'eau que sur le volet social qui, lui, est souvent associé.

[↩ Retour sommaire](#)

Concevoir et protéger vos bâtiments de la chaleur : 8 conseils

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 42-43

8 conseils pour choisir parmi les multiples solutions pour concevoir et protéger les bâtiments de la chaleur.

Une oasis de verdure à Nantes

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 26

Verger tropical, bassin naturel de baignade, forêt, marais humide, via ferrata. . . le jardin qui se substitue à l'ancienne carrière Miséry de Nantes s'apprête à devenir deux fois plus extraordinaire en doublant sa surface.

Le défi de la mesure des nouvelles mobilités

Techni.cités, 02/2024, n° 370, p. 30-32

Les modes doux se développent à grande vitesse. Il est nécessaire de mesurer le trafic pour adapter la voirie. Le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) évalue ces dispositifs de comptage.

Surveillance et entretien des ouvrages d'art routiers : Fascicules 1 et 2 : Guide à l'intention des communes / Recueil de fiches pratiques / Centre d'études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et L'aménagement

Cerema, 2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/surveillance-entretien-courant-ouvrages-art-routiers-guide>

Les ouvrages d'art, ponts et murs de soutènement, constituent un patrimoine d'infrastructures important et exigent un entretien régulier. Leur grande durée de vie rend leur surveillance et entretien difficile notamment pour les petits patrimoines composés d'ouvrages anciens. Cependant, le maintien en état des ouvrages d'art est un impératif tant pour la sécurité des usagers que pour la continuité des voies de communication et de l'activité économique. Ainsi, il a paru utile de rassembler, sous une forme synthétique et pratique, l'essentiel des notions relatives à la gestion, à l'entretien et à la surveillance des ouvrages d'art. L'objectif est de permettre aux décideurs, maîtres d'ouvrage et gestionnaires de patrimoines d'appréhender les particularités de gestion. Cinq annexes techniques complètent le guide ainsi qu'un recueil de 27 fiches pratiques plus particulièrement destinées aux agents sur le terrain.

Du désamour au désir, les haies reviennent de loin [Dossier]

Pour, 12/2023, n° 247, p 43-283

<https://www.cairn.info/revue-pour-2023-3-page-5.htm>

Le nouveau dossier de la revue Pour, « Du désamour au désir, les haies reviennent de loin », interroge le changement de représentation de la haie, cette « requalification ». Coordonné par Philippe Hirou (Afac-Agroforesteries), Christian Peltier (Bergerie nationale), Florence Pinton (AgroParisTech et CPIE Yonne & Nièvre), Thibaut Preux (Université de Poitiers) et moi-même (Institut Agro Dijon), il invite au travers de 19 articles à mieux comprendre l'évolution des haies dans l'espace et le temps ; à réfléchir à partir des expériences de terrain aux conditions permettant de parvenir à une trame fonctionnelle des haies ; à s'emparer de ces expériences de praticiens et de la manière dont des associations, des collectifs et des équipes de l'enseignement agricole technique se mobilisent pour (re)construire de nouveaux récits en matière de savoir et de savoir-faire autour de la haie.

[Retour sommaire](#)

Social/Santé

Face à la précarité, les CCAS s'allient aux fournisseurs d'énergie

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/03/2024, n° 2705, p. 44-45

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41452277/face-a-la-precarite-les-ew-ccas-ew-s-allient>

Grâce aux partenariats entre les correspondants « solidarité » de fournisseurs d'énergie et les CCAS, les échanges de données sur les ménages concernés sont cadrés.

Face à l'augmentation des factures d'électricité impayées, les professionnels font davantage de prévention et d'évaluation des besoins des utilisateurs.

Ateliers de sensibilisation, aides financières, échelonnement des dettes à rembourser : les CCAS ont appris à diversifier le panel des solutions proposées.

Plan régional santé-environnement Auvergne-Rhône-Alpes / Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes, 04/03/2024

<https://www.auvergne-rhone-alpes.ars.sante.fr/plan-regional-sante-environnement->

L'air que nous respirons, l'eau et les aliments que nous ingérons, le bruit auquel nous sommes exposés, influent tous de manière plus ou moins directe sur notre santé. C'est pourquoi, depuis 2004, la France élabore tous les cinq ans un Plan National Santé-Environnement (PNSE). Inscrits dans le Code de la santé publique, ces plans successifs ont permis des avancées notables pour réduire l'impact de l'environnement sur la santé, une meilleure prise en compte de la santé environnement à toutes les échelles, et le développement de programmes de recherche structurés. Le plan national est décliné dans chaque région par des actions adaptées aux spécificités locales au travers d'un plan régional santé environnement, qui a pour objectif de mobiliser les acteurs au plus près des territoires. Il doit aider à outiller en santé-environnement les acteurs locaux, au premier rang desquels les collectivités territoriales, en tenant compte de leurs besoins, et en suscitant leur implication et le partage d'expériences.

La lutte contre les violences faites aux femmes : état des lieux

Vie-publique.fr, 04/03/2024

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/19593-la-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes->

Les actes de violence à l'encontre des femmes sont réprimés de plus en plus sévèrement en France. Ils donnent lieu à de fortes mobilisations, facilitées par les réseaux sociaux. La parole des femmes se libère peu à peu. Au-delà de la répression des violences, la politique de prévention passe par une action contre les stéréotypes sur les femmes.

Sommaire :

- Violences faites aux femmes : de quoi s'agit-il ?
- Une prise de conscience récente
- Une réponse pénale croissante
- Les réponses sociétales apportées aux femmes

Reconnaissance du métier de médiateur social, un enjeu de professionnalisation

Info formation (L'), 01/03/2024, n° 1071, p. 26-27

Une proposition de loi (adaptée en première lecture le 29 janvier 2024) apporte une reconnaissance officielle au métier de médiateur social et des garanties de formation en vue de développer ce métier. Restera ensuite à structurer une filière de formation.

La fermeture annoncée de plusieurs centres de santé inquiète des communes

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 29/02/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/915900>

Plusieurs centres de santé gérés privés gérés par la Coordination des œuvres sociales et médicales (Cosem) devaient fermer en février 2024 dans le cadre du redressement judiciaire de cette association, laissant ainsi des centaines de patients sans médecin et des salariés sur le carreau. Les maires d'Amiens et de Saint-Etienne ont fait cause commune pour que des solutions alternatives soient étudiées.

[Retour sommaire](#)

Quels logements pour le grand âge [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 26/02/2024, n° 2704, p. 30-35

En 2050, 30% de la population française aura plus de 60 ans. Tous les sondages le montrent : les Français veulent vieillir chez eux, pas en Ehpad. Entre ces deux extrêmes, il existe des solutions, peu connues du grand public.

Le type d'habitat intermédiaire le plus répandu - les résidences autonomie, gérées en majorité par des communes - est vieillissant. Et depuis 2018, l'habitat inclusif propose des kyrielles d'initiatives avec de fortes disparités selon les territoires.

Un nouveau dispositif d'aide nationale pour financer les travaux d'adaptation de son logement est effectif depuis le 1er janvier. Son objectif est d'aider les personnes âgées aux revenus modestes à rester chez elles. Il doit encore faire ses preuves.

Santé-Environnement : le plan régional est lancé ! (Région Hauts-de-France) / Agence Régionale de Santé des Hauts de France, 26/02/2024

<https://www.hautsdefrance.fr/sante-environnement-le-plan-regional-est-lance/>

La Région Hauts-de-France et ses partenaires ont co-signé un plan stratégique pour améliorer la santé des habitants par l'environnement pour la période 2024-2028.

Idées suicidaires : les jeunes sont les plus touchés [dossier] / STROMBONI Camille, BATTAGLIA Mattea

Monde (Le), 24/02/2024, n° 24618, p. 6-7

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/02/25/idees-suicidaires-les-jeunes-desormais>

En pleine crise de la psychiatrie, idées suicidaires et tentatives de suicide sont en hausse chez les 18-24 ans, tandis qu'elles stagnent dans les autres classes d'âge. Crise écologique, guerre, absence de perspectives. . . Le contexte anxigène, même s'il n'explique pas tout, pèse sur les esprits des jeunes.

A Lyon, un centre pour aider les patients atteints du trouble borderline.

<https://www.lemonde.fr/sante/article/2024/02/24/mon-soutien-psy-le-dispositif-de-huit>

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/02/25/des-jeunes-borderline-apprennent-a-mieux->

Accès aux soins : de nouvelles mesures

Maires de France, 02/2024, n° 420, p. 52-53

Deux lois complémentaires ont été promulguées en 2023 pour améliorer l'accès des usagers aux professionnels de santé et renforcer la coordination entre les praticiens.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048678304>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000047561956>

Romans-sur-Isère aide les jeunes en souffrance

Maires de France, 02/2024, n° 420, p. 36

Le point d'accueil et d'écoute jeunes de la commune (Drôme, 33 486 habitants) est devenu un repère et un relais fort utile.

L'aller vers en 2024 [Dossier]

Territoires du social, 02/2024, n° 545, p. 15-25

Au sommaire :

- "Le sans-abrisme manque de visibilité" - entretien avec Harmonie Lecerf Meunier, adjointe au maire de Bordeaux, chargée de l'accès aux droits, des solidarités et des seniors
- "Nous allons réussir ensemble" - entretien avec Isabel Madrid, vice-présidente de l'UNCCAS, adjointe au maire et vice-présidente du CCAS de Talence
- Nuit de la solidarité : "un acte de générosité, un acte de résistance"
- Une édition 2024 qui va plus loin
- Territoires zéro non recours (TZNR) : le CCAS de Bastia, précurseur
- "Veiller à ce que TZNR ne soit pas une énième campagne d'information" - entretien avec Nadia Okbani, sociologue, membre du Centre d'Étude et de Recherche Travail Organisation Pouvoir (CERTOP)
- La RATP mobilisée contre la grande exclusion
- Héros des temps modernes

[↩ Retour sommaire](#)

Bien vivre et vieillir dans l'autonomie à domicile - Les conditions pour permettre aux personnes âgées, vulnérables ou non, de bénéficier de réponses adaptées à leurs besoins et aspirations

Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, 02/2024, 91 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/293097-bien-vivre-et-vieillir-dans-lautonomie-domicile>

Le Conseil de l'âge a adopté, le 20 février 2024, un rapport sur les conditions à réunir pour permettre aux personnes âgées de bénéficier de réponses adaptées à leurs besoins et à leurs aspirations.

Les perspectives démographiques et l'affichage d'une politique centrée sur le domicile appellent en effet une analyse, à la fois globale et très approfondie, des modalités et des moyens avec lesquels les réponses sont apportées aujourd'hui, aux personnes âgées dans leur ensemble, et parmi elles, à celles concernées par des fragilités et/ou vulnérabilités.

Ce rapport du Conseil de l'âge établit les conditions de nature à leur garantir des réponses adaptées et analyse dans quelle mesure elles sont réunies aujourd'hui. Il propose des orientations et adaptations pour qu'elles le deviennent, le cas échéant, effectivement.

Adapter la ville au vieillissement

Maires de France, 02/2024, n° 420, p. 34-35

Habitat, lien social, mobilité, santé, culture. . . Dans tous les domaines, les communes ont des leviers d'action pour aider leurs habitants à bien vieillir.

<https://www.villesamiesdesaines-rf.fr/>

<https://www.conseil-refondation.fr/thematiques/bien-vieillir/>

Contrats de ville 2024 : Les élus sont prêts à s'engager.

Maires de France, 02/2024, n° 420, p. 30-33

Décriée régulièrement pour son inefficacité, la politique de la ville est pourtant défendue par les élus, y compris en milieu rural, dont certains s'appêtent à signer leur premier contrat de ville en mars.

Lutter contre les discriminations : les recommandations transversales du Défenseur des droits

Défenseur des droits, 02/2024, 44 p.

<https://www.defenseurdesdroits.fr/lutter-contre-les-discriminations-les-recommandations>

Le 8 février 2024, la Défenseure des droits a réuni les acteurs de la lutte contre les discriminations pour le colloque « Lutter contre les discriminations : du recours individuel aux leviers systémiques ». Associations, organisations syndicales de salariés et d'employeurs, professionnels, pouvoirs publics, avocats et universitaires sont venus échanger autour des leviers à mobiliser pour mieux lutter contre les discriminations.

À cette occasion, la Défenseure des droits a publié une première série de propositions pour mettre en œuvre une politique cohérente et ambitieuse de lutte contre les discriminations. De la prévention à la sanction, en passant par la mesure des discriminations, ces propositions détaillent les recommandations portées par l'institution en matière de réformes à engager et de bonnes pratiques à mettre en place, en insistant sur la nécessité d'une action transversale partagée et transformatrice.

Rebâtir l'inclusion dans l'action publique post-crise [Dossier] / TURC Emil, MATTIJS Jan, NAHRATH Stéphane

Politiques et management public, 10/2023, n° Volume 40 / 4, p. 397-510

<https://www.cairn.info/revue-politiques-et-management-public-2023-4.htm>

- Introduction, par Emil Turc, Jan Mattijs et Stéphane Nahra
- L'administration publique entre inclusion et accessibilité : une clarification conceptuelle, par Iris Bhatia
- Lutter contre l'exclusion géographique et numérique par les guichets uniques associatifs, par Emmanuelle Anneix-Dao
- Les associations demeurent des "traducteurs" fiables des services publics au plus près des usagers, par Edoardo Ferlazzo et Emil Turc
- De la démocratie en santé à l'innovation sociale : les apports potentiels du codesign pour une coproduction des services publics de santé, par Fatima Yatim et Jihane Sebai
- La relation Etat-citoyen sur les médias sociaux : tendances et profils-types des villes françaises, par Vincent Mabillard et Raphael Zumofen
- L'inclusion organisationnelle des travailleurs en situation de handicap : une revue systématique de la littérature, par Sarah Prat dit Huet et David Carassus

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région

<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[↩ Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)